

## **ACTA**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024**

## **ACTA**

Siège social : 149, rue de Bercy  
75012 PARIS

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024**

A l'Assemblée Générale de l'Association ACTA,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ACTA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

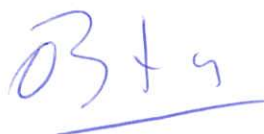
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PARIS, le 17 avril 2025  
Le Commissaire aux comptes  
**APLITEC SAS**, représentée par



Marie-Françoise BARITAUX-IDIR

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
<b><u>Actif immobilisé</u></b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>309 406</b>	<b>295 548</b>	<b>13 858</b>	<b>1 926</b>
Concessions, brevets, licences	309 406	295 548	13 858	1 926
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>330 622</b>	<b>200 958</b>	<b>129 664</b>	<b>141 069</b>
Autres immobilisations corporelles	330 622	200 958	129 664	141 069
<b>Immobilisations financières</b>	<b>1 798 985</b>	<b>486 792</b>	<b>1 312 193</b>	<b>879 634</b>
Participations	484 758	234 584	250 174	250 174
Créances rattachées à des participations	1 257 066	252 208	1 004 858	597 341
Prêts	25 650		25 650	607
Autres immobilisations financières	31 511		31 511	31 511
<b>Total I</b>	<b>2 439 013</b>	<b>983 298</b>	<b>1 455 715</b>	<b>1 022 629</b>
<b><u>Actif circulant</u></b>				
<b>Stocks</b>	<b>97 135</b>	<b>43 552</b>	<b>53 582</b>	<b>49 830</b>
Marchandises	97 135	43 552	53 582	49 830
<b>Créances</b>	<b>2 718 838</b>	<b>64 349</b>	<b>2 654 489</b>	<b>2 364 673</b>
Créances clients - Comptes rattachés	620 274	22 265	598 008	486 022
Subventions et autres	2 098 564	42 084	2 056 480	1 878 652
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>591 720</b>		<b>591 720</b>	<b>500 000</b>
<b>Disponibilités et comptes d'épargne</b>	<b>4 699 330</b>		<b>4 699 330</b>	<b>4 570 014</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>63 336</b>		<b>63 336</b>	<b>77 560</b>
<b>Total II</b>	<b>8 170 359</b>	<b>107 902</b>	<b>8 062 457</b>	<b>7 562 077</b>
<b>Total général (I+II)</b>	<b>10 609 372</b>	<b>1 091 199</b>	<b>9 518 173</b>	<b>8 584 706</b>

**BILAN de l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024**  
(en euros)

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice 2024</b>	<b>Exercice 2023</b>
<b><u>Fonds propres</u></b>		
Fonds associatifs	638 223	638 223
Fonds affectés	858 540	858 540
Fonds affectés filiale	80 033	80 033
Report à nouveau	1 339 201	1 248 279
Excédent de l'exercice	94 902	90 922
<b>Total I</b>	<b>3 010 899</b>	<b>2 915 997</b>
<b><u>Fonds dédiés</u></b>		
Fonds dédiés	778 021	776 984
<b>Total II</b>	<b>778 021</b>	<b>776 984</b>
<b><u>Provisions</u></b>		
Provisions pour risques et charges	264 416	161 595
<b>Total III</b>	<b>264 416</b>	<b>161 595</b>
<b><u>Dettes</u></b>		
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	251	320
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	450 268	340 008
Dettes fiscales & sociales	773 394	724 057
Subventions à répartir	3 403 059	3 282 335
Autres dettes	33 470	66 711
Produits constatés d'avance	804 394	316 700
<b>Total IV</b>	<b>5 464 836</b>	<b>4 730 130</b>
<b>Total général (I+II+III+IV)</b>	<b>9 518 173</b>	<b>8 584 706</b>

**COMPTE DE RESULTAT de l'exercice du 1er Janvier au 31 Décembre 2024**  
(en euros)

Compte de Résultat	Exercice 2024	Exercice 2023
<b><u>Produits d'exploitation</u></b>		
Cotisations	67 925	65 970
<u>Vente de biens et services :</u>		
- Ventes de biens	203 206	218 740
- Ventes de prestations de services	1 076 334	853 913
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>1 279 540</b>	<b>1 072 654</b>
Subventions d'exploitation	4 379 498	4 298 350
Reprises sur provisions et transferts de charges	60 786	204 835
Utilisations des fonds dédiés	183 963	90 732
Autres produits	17 358	38 856
<b>Total I</b>	<b>5 989 070</b>	<b>5 771 397</b>
<b><u>Charges d'exploitation</u></b>		
Achats de marchandises	36 619	39 381
Variation de stocks de marchandises	- 14 336	37 572
Autres achats et charges externes	1 984 684	1 721 812
Impôts, taxes et versements assimilés	294 808	303 956
Salaires et appointements	2 227 632	2 258 849
Indemnités de départ en retraite, licenciement et rupture conventionnelle	57 664	-
Autres charges de personnel (provision congés payés, intéressement, participation repas, transport, etc)	173 096	172 822
Charges sociales	910 572	924 350
Indemnités stagiaires	8 300	24 674
Dotations aux amortissements	36 139	37 311
Dotations aux provisions pour risques et charges	102 821	6 323
Dotations aux provisions sur actif circulant	18 900	41 007
Reports en fonds dédiés	185 000	90 000
Autres charges	20 907	39 530
<b>Total II</b>	<b>6 042 803</b>	<b>5 697 585</b>
<b>1. Résultat d'exploitation (I - II) -</b>	<b>53 734</b>	<b>73 812</b>

**COMPTE DE RESULTAT de l'exercice du 1er Janvier au 31 Décembre 2024**  
(en euros)

Compte de Résultat (suite)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b><u>Produits financiers</u></b>		
De participations		6 829
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	66 177	8 209
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	50 971	2 055
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	158 449	91 654
<b>Total III</b>	<b>275 597</b>	<b>108 746</b>
<b><u>Charges financières</u></b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	72 289	78 076
<b>Total IV</b>	<b>72 289</b>	<b>78 076</b>
<b>2. Résultat financier (III - IV)</b>	<b>203 308</b>	<b>30 670</b>
<b>3. Résultat courant avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>149 574</b>	<b>104 482</b>
<b><u>Produits exceptionnels</u></b>		
Sur opérations en capital		3 080
<b>Total V</b>	<b>-</b>	<b>3 080</b>
<b><u>Charges exceptionnelles</u></b>		
Sur opérations de gestion	2 150	
Sur opérations en capital		505
<b>Total VI</b>	<b>2 150</b>	<b>505</b>
<b>4. Résultat exceptionnel (V - VI) -</b>	<b>2 150</b>	<b>2 575</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VII)</b>	<b>52 522</b>	<b>16 136</b>
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>6 264 666</b>	<b>5 883 223</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII)</b>	<b>6 169 764</b>	<b>5 792 301</b>
<b>Excédent</b>	<b>94 902</b>	<b>90 922</b>



# ANNEXE

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.

Pour mémoire, l'objet social de l'Acta réside dans la coordination d'activités de recherche appliquée, de développement agricole et d'innovation menés par les organismes nationaux qui la composent.

Pour mettre en place cette coordination, l'Acta dispose de moyens financiers répartis entre des subventions et des ressources propres, et des moyens humains (administrateurs et salariés).

Au 1<sup>er</sup> octobre 2024, Mehdi SINE a succédé à Jean-Paul BORDES à la direction Générale de l'Acta.

En 2024, le chiffre d'affaires de l'activité formation a augmenté notablement grâce au développement des formations des « formateurs des Certiphyto ».

Au cours de l'exercice, la situation économique et financière de la société Acta Digital Services s'est améliorée mais reste encore fragile.

Au cours de l'exercice 2024, les activités de l'Acta n'ont pas été affectées de façon significative par les conséquences des conflits entre la Russie et l'Ukraine et au Proche Orient.

## Perspectives et événements post clôture :

Depuis la clôture de l'exercice 2024, la dissolution de la Société API-AGRO, dans laquelle l'Acta détient une participation, est à l'ordre du jour. Elle devrait être suivie de sa liquidation.

Il n'y a pas d'autres faits marquants postérieurs à la clôture.

## A. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux dispositions du règlement n° 2023-01 du 2 janvier 2024 de l'Autorité des Normes Comptables (A.N.C.) relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires est constitué des ventes de brochures et de prestations de services.

### 1. Méthode d'amortissement comptable

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie prévue :

- |  |           |
|--|-----------|
| • Logiciels et site Internet (en fonction de la durée d'utilisation) | 1 à 3 ans |
| • Aménagements   | 10 ans    |
| • Matériel de transport  | 5 ans     |
| • Matériel de bureau   | 3 à 5 ans |
| • Matériel informatique et téléphonique                              | 2 à 5 ans |
| • Mobilier   | 10 ans    |

### 2. Méthode de valorisation

- Titres de participation

Les titres de participation sont valorisés à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur d'apport hors frais accessoires. A la clôture de l'exercice, cette valeur est rapprochée d'une estimation de la valeur d'usage. Cette dernière est appréciée en prenant en considération les éléments suivants :

- Capitaux propres
- Plus-values latentes
- Rentabilité
- Eléments prévisionnels
- Utilité pour l'association.

Lorsque la valeur d'usage ainsi déterminée est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision est constituée pour la différence.

- Stocks

Les stocks sont valorisés au prix de revient.

Les stocks de brochures font l'objet d'une provision calculée d'après les perspectives de ventes.

- **Créances**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation en fonction de leur probabilité de recouvrement.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au coût historique selon la règle du « premier entré, premier sorti ».

Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation si la valeur de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

- **Dettes**

Les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

## B. Notes sur le bilan

### 1. Immobilisations et amortissements

Libellés	Début de l'exercice	Augmentations	Fin de l'exercice
<b>Immobilisations</b>			
Immobilisations incorporelles	294 645 €	14 761 €	309 406 €
Immobilisations corporelles	308 717 €	21 905 €	330 622 €
<b>Totaux</b>	<b>603 362 €</b>	<b>36 666 €</b>	<b>640 028 €</b>
<b>Amortissements</b>			
Immobilisations incorporelles	292 720 €	2 829 €	295 548 €
Immobilisations corporelles	167 647 €	33 310 €	200 958 €
<b>Totaux</b>	<b>460 367 €</b>	<b>36 139 €</b>	<b>496 506 €</b>

### 2. Immobilisations financières et provisions

Libellés	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	484 758 €			484 758 €
Créances rattachées à des participations	779 549 €	477 569 €	52 €	1 257 066 €
Prêts et intérêts courus sur prêts	51 578 €		25 928 €	25 650 €
Dépôts et cautions	31 511 €			31 511 €
<b>Totaux</b>	<b>1 347 396 €</b>	<b>477 569 €</b>	<b>25 981 €</b>	<b>1 798 985 €</b>
<b>Provision sur les immobilisations financières</b>				
Dépréciation de la participation sur la SAS API-AGRO	234 500 €			234 500 €
Dépréciation de la participation sur la SCI Bois Hamon	85 €			85 €
Dépréciation des créances rattachées sur participations	182 208 €	70 000 €		252 208 €
Dépréciation du prêt à Acta Digital Service	50 971 €		50 971 €	
<b>Totaux</b>	<b>467 762 €</b>	<b>70 000 €</b>	<b>50 971 €</b>	<b>486 792 €</b>

Au total, l'Acta a accordé une avance rémunérée de 145 000 € à la Société Acta Digital Services, sa filiale.

Compte tenu des difficultés rencontrées par cette société, l'Acta a provisionné cette avance à hauteur de 95 000 €.

Le capital restant dû sur le prêt, accordé à cette société en 2020 s'élève à 25 650€ au 31 décembre 2024 après un remboursement de 25 321€ au cours de l'exercice.

Depuis cet exercice, la créance bloquée, rattachée à la participation dans la SCI MNE, a été rémunérée pour un montant de 34 553 €, par versement au débit de ce compte.

Par ailleurs, au cours de cet exercice, l'Acta a réalisé un apport, d'un montant de 300 000 €, au profit de la SCI MNE. Les intérêts correspondants ont été inscrits au débit du compte concerné, en attendant leur versement en début d'exercice 2025.

Depuis la clôture de l'exercice, la Société API-AGRO semble s'acheminer vers une dissolution suivie d'une liquidation. L'Acta détient une participation dans cette société pour un montant de 234 500 €, intégralement provisionnée.

#### Détail des filiales et participations :

Liste des filiales et participations	Quote-part de capital détenue au 31/12/2023	Valeur comptable brute des titres détenus au 31/12/2024 en €	Valeur comptable nette des titres détenus au 31/12/2024 en €	Prêts, avances consentis et intérêts non remboursés en €	Montant du capital et des primes liées au capital au 31/12/2023 ou lors du dernier exercice clos en €	Montant des réserves et du report à nouveau au 31/12/2023 ou lors du dernier exercice clos en €	Résultat au 31/12/2023 ou lors du dernier exercice clos en €	Montant du chiffre d'affaires au 31/12/2023 ou lors du dernier exercice clos en €
SAEM CENECA	1%	13 443	13 443		1 067 449	4 981 292	906 588	4 802 318
SCI Maison Nationale des Eleveurs	16,60%	75 859	75 859	1 069 487	457 200	960 778	149 424	2 008 888
SCI Les Laboratoires d'Ardon	3,78%	37 302	37 302	106 040	1 047 265		140 936	323 581
SCEA Cedecso	6,67%	152	152	5 201	2 280			50 763
SARL ACTA Digital Services	48,93%	115 350	115 350	178 676	243 858	402 456	- 300 458	1 411 234
SCI Bois Hamon	0,01%	152	68		1 031 250	- 500 594	31 867	102 966
SAS API-AGRO	10,99%	234 500		42 084	2 296 002	- 454 301	- 58 320	
SAS M.N.E. Services	20,00%	8 000	8 000		40 000	37 906	21 589	483 116
<b>Total</b>		<b>484 758</b>	<b>250 174</b>					

En 2024, compte tenu du lien de filiation avec la Société Acta Digital Services, lors du départ d'un salarié de cette société, l'Acta s'est engagée en caution simple. Au 31 décembre 2024, la caution ne portait plus que sur un versement d'un montant de 10 000 €, à intervenir en février 2025.

Aucune autre caution n'a été donnée à ces entreprises dans lesquelles l'Acta détient une participation ou est entreprise mère.

### 3. Stocks

Libellés	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Stock	97 135 €	82 799 €
Provision pour dépréciation du stock	43 552 €	32 969 €
<b>Valeurs nettes</b>	<b>53 582 €</b>	<b>49 830 €</b>

Les stocks sont exclusivement constitués d'ouvrages.

Seuls sont valorisés les ouvrages figurant au catalogue publié au 31 décembre 2024 au titre de 2025.

Ces ouvrages sont édités par l'ACTA ou achetés auprès d'autres éditeurs pour être revendus.

Les ouvrages sont dépréciés en fonction de leurs perspectives de vente.

### 4. Etat des créances

Créances	Montants bruts	Dont à moins d'un an
Créances clients et comptes rattachés	620 274 €	620 274 €
Subventions et autres	2 098 564 €	2 056 480 €
<b>Totaux</b>	<b>2 718 838 €</b>	<b>2 676 754 €</b>

En 2024, l'Acta a notablement augmenté le chiffre d'affaires de l'activité de formation. En parallèle, en fin d'exercice, l'Acta détenait une créance sur ces nouveaux clients, à hauteur de 168 826 €.

En 2024, la créance de compte courant d'associés détenue sur la Société API-AGRO, d'un montant de 42 084 €, est bloquée pour une durée de 7 ans, et intégralement provisionnée.

Détail des créances : subventions et autres	Montants
Subventions PDAR et ATT	485 085 €
Subventions DAR AAP Innovation & partenariat - Recherche Finalisée & Innovation	55 028 €
Subventions DAR Actions d'accompagnement	270 402 €
Subventions DAR RMT	620 576 €
Subventions Ecophyto	258 524 €
Subventions Union Européenne	85 745 €
Autres subventions nationales	143 017 €
<b>Sous-total</b>	<b>1 918 376 €</b>
<u>Divers :</u>	
Créances fiscales et sociales	23 985 €
Avance en compte courant à la SCI Ardon	106 040 €
Avance en compte courant à la SAS API-AGRO	42 084 €
Avance en compte courant à la SCEA CEDECSCO	5 201 €
Créances sur subventions à répartir	1 319 €
Créances autres	1 558 €
<b>Total</b>	<b>2 098 564 €</b>

Détail des produits à recevoir	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
<b>Immobilisations financières :</b>		
Intérêts courus sur participation		52 €
Intérêts courus sur prêts		607 €
<b>Totaux</b>		<b>660 €</b>
<b>Créances clients et comptes rattachés :</b>		
Factures à établir	26 130 €	82 581 €
<b>Totaux</b>	<b>26 130 €</b>	<b>82 581 €</b>
<b>Autres créances :</b>		
Avoirs à recevoir	1 428 €	
Salariés, produits à recevoir		16 685 €
Organismes sociaux, produits à recevoir	2 292 €	
Impôts, crédits à recevoir		11 378 €
Produits divers à recevoir :		
. Dont subventions et cotisations	1 918 376 €	1 699 918 €
<b>Totaux</b>	<b>1 922 096 €</b>	<b>1 727 980 €</b>

#### Dépréciation des créances :

Dépréciation des créances	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin de l'exercice
Provision sur les créances clients	47 561 €	8 316 €	33 611 €	22 265 €
Provision sur créance de compte courant	39 795 €	2 289 €		42 084 €
<b>Totaux</b>	<b>87 356 €</b>	<b>10 604 €</b>	<b>33 611 €</b>	<b>64 349 €</b>

La créance sur le compte courant de la Société API-AGRO est provisionnée en intégralité au 31 décembre 2024, intérêts annuels compris.

## 5. Valeurs mobilières de placement et trésorerie

En fin d'exercice, des bons de capitalisation ont été cédés pour un montant de 473 280 €, générant une plus-value de 66 720 €. Cette plus-value était, pour l'essentiel, latente au cours des exercices précédents.

Au même moment, un nouveau placement en bons de capitalisation a été réalisé pour un montant de 565 000 €.

Compte tenu des bons de capitalisation détenus au 31 décembre 2024, le portefeuille de placement se valorise, à cette date, à un montant de 604 155 €. La plus-value latente s'élève à un montant de 12 435 €.



Au titre de l'exercice 2024, les intérêts sur les comptes d'épargne ont été perçus, à l'exception des intérêts des comptes sur livrets SG et BNP, perçus en début d'exercice suivant.

## 6. Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
. Dont d'exploitation	63 336 €	77 560 €
<b>Totaux</b>	<b>63 336 €</b>	<b>77 560 €</b>

## 7. Fonds propres

Variation des fonds propres	Début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Fin de l'exercice
Fonds associatifs	638 223 €				638 223 €
Fonds affectés	858 540 €				858 540 €
Fonds affectés filiale	80 033 €				80 033 €
Report à nouveau	1 248 279 €	90 922 €			1 339 201 €
Excédent de l'exercice	90 922 €		94 902 €	90 922 €	94 902 €
<b>Situation nette</b>	<b>2 915 997 €</b>	<b>90 922 €</b>	<b>94 902 €</b>	<b>90 922 €</b>	<b>3 010 899 €</b>

La hausse des fonds propres correspond au résultat de cet exercice 2024.

### Fonds Affectés :

Les fonds affectés ont été constitués pour couvrir les coûts de licenciement conformément aux conditions d'emploi des salariés en vigueur.

### Fonds Affectés filiale :

Les fonds affectés filiale ont été constitués pour couvrir les coûts de licenciement dans la filiale de l'association en cas de liquidation, compte tenu des engagements pris vis à vis des salariés lors de la filialisation d'ACTA Digital Services. En effet, l'ACTA s'est engagée à prendre en charge les indemnités de licenciement en cas de liquidation de la société.

Ces fonds viennent en complément d'une provision pour risques d'emploi, tel que mentionné dans la note B.8.

## **8. Provision pour risques et charges**

Libellés	Début de l'exercice	Augmentations	Fin de l'exercice
Provision pour risques sociaux	6 323 €	28 835 €	35 158 €
Provision pour risques sur subvention		73 986 €	73 986 €
Provision pour risques d'emploi	155 273 €		155 273 €
<b>Totaux</b>	<b>161 595 €</b>	<b>102 821 €</b>	<b>264 416 €</b>

### **Provision pour risques sociaux :**

En conformité avec le droit social, un complément de provision pour risques sociaux a été doté pour un montant de 28 835 €.

### **Provision pour risques sur subvention :**

Une provision pour risque a été dotée pour un montant de 73 986 € afin de palier un éventuel risque de reversement de subvention, dans le cadre d'un projet européen, au titre d'un partenaire défaillant.

### **Provision pour risques d'emploi :**

La provision pour risques d'emploi couvre le coût lié à des départs en retraite, elle est complétée par les fonds affectés mentionnés précédemment.

Modes et méthodes d'évaluation des engagements de retraite :

Conformément à la réglementation comptable applicable en la matière (al.3 art. L 123-13 du Code de commerce et recommandation de l'ANC 13-02), l'Acta constate une provision pour retraite.

L'estimation des engagements de retraite à la clôture des comptes au 31 décembre 2024 a été réalisée sur la base des principales hypothèses suivantes :

- Hypothèse départ : départ volontaire en retraite à 65 ans
- Taux d'inflation annuel estimé attendu sur les dix prochaines années : 2.20 %
- Taux d'actualisation : 3.38 %
- Taux de charges sociales : 60 %

La ventilation des engagements ressort comme suit à la clôture :

Engagements de retraite estimés au 31 décembre 2024 : 403 105 €

Cet engagement de retraite est couvert par une provision pour charges d'un montant de 155 273 € et par des réserves affectées pour un montant de 247 832 €.

## **9. Fonds dédiés**

Le plan comptable des associations prévoit qu'une partie des subventions obtenues puisse être mise en réserve sous forme de fonds dédiés pour faire face à des dépenses futures clairement identifiées et certaines.

Ces fonds dédiés sont repris au fur et à mesure de la réalisation des travaux et au même rythme que celui des amortissements des immobilisations concernées. S'ils ne sont pas utilisés, ils peuvent être réaffectés à de futures dépenses.

Variation des fonds dédiés	Année de constitution du fond dédié	Début de l'exercice	Reports	Utilisations	Fin de l'exercice
Développement site internet et espaces collaboratifs	2011	61 481 €		23 400 €	38 081 €
Mise en réseau informatique et conférence inter-ITA	2012	32 166 €		17 171 €	14 995 €
Aménagement et équipement	2013	116 033 €		16 140 €	99 893 €
Développement de la cellule DOM	2013	11 197 €		11 197 €	
Projet de dématérialisation	2020	25 056 €	10 000 €	25 056 €	10 000 €
Stratus	2021	75 000 €		3 000 €	72 000 €
Index PIC	2022	35 000 €		25 000 €	10 000 €
Multi-performance	2022	96 000 €		48 000 €	48 000 €
Evénement communication institutionnelle	2022	30 052 €	65 000 €		95 052 €
BSV 2.0	2022	35 000 €		15 000 €	20 000 €
Intelligence artificielle & valorisation des travaux des ITA	2023	125 000 €			125 000 €
Agrivoltaïsme	2023	45 000 €			45 000 €
Robotique	2023	45 000 €			45 000 €
Plan élevage	2023	45 000 €	20 000 €		65 000 €
Ressource eau - Prospective	2024		90 000 €		90 000 €
<b>Totaux</b>		<b>776 984 €</b>	<b>185 000 €</b>	<b>183 963 €</b>	<b>778 021 €</b>

Ces fonds dédiés ont pour origine des subventions d'exploitation.

## 10. Détail des dettes

Dettes	Montants	Dont dettes à moins d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	251 €	251 €
Fournisseurs et comptes rattachés	450 268 €	450 268 €
Dettes fiscales et sociales	773 394 €	773 394 €
Subventions à répartir (cf. note B.11)	3 403 059 €	3 403 059 €
Autres dettes	33 470 €	33 470 €
<b>Totaux</b>	<b>4 660 442 €</b>	<b>4 660 442 €</b>

## 11. Détail des subventions à répartir

	S.A.N. au 01/01/2024 (a)	Dotations reçues (b)	Règlements (.c)	Soldes au 31/12/2024 (d) = (a) + (b) - (.c)
UMT labellisée en 2006	8 943 €			8 943 €
UMT labellisée en 2008	12 897 €			12 897 €
UMT labellisée en 2011	7 194 €			7 194 €
UMT labellisée en 2012	8 350 €			8 350 €
UMT labellisée en 2016	6 906 €			6 906 €
UMT labellisée en 2019	510 064 €	428 000 €	675 191 €	262 873 €
UMT labellisée en 2021	198 800 €	474 000 €	522 000 €	150 800 €
UMT labellisée en 2022	58 800 €	138 000 €	169 200 €	27 600 €
UMT labellisée en 2023		140 000 €	56 000 €	84 000 €
<b>Total des crédits UMT MIRES</b>	<b>811 954 €</b>	<b>1 180 000 €</b>	<b>1 422 391 €</b>	<b>569 563 €</b>
AAP CASDAR (1)	119 612 €	141 852 €	119 214 €	142 250 €
RMT (2)	15 391 €	54 000 €	28 642 €	40 749 €
Actions d'accompagnement (3)	193 135 €	3 600 €	99 899 €	96 837 €
Programmes transversaux inter-instituts (4)	- 8 459 €	2 996 986 €	2 472 039 €	516 487 €
<b>Total des crédits CASDAR (1) + (2) + (3) + (4)</b>	<b>319 679 €</b>	<b>3 196 438 €</b>	<b>2 719 794 €</b>	<b>796 323 €</b>
Union européenne	1 746 807 €	845 780 €	1 345 745 €	1 246 841 €
Autres subventions	384 654 €	2 391 454 €	1 987 095 €	789 013 €
<b>Total général</b>	<b>3 263 093 €</b>	<b>7 613 671 €</b>	<b>7 475 025 €</b>	<b>3 401 740 €</b>

Ce montant total de subventions à répartir de 3 401 740 € s'analyse à l'actif du bilan, dans le poste « subventions et autres » pour un montant de 1 319 € et, au passif du bilan, dans le poste « subventions à répartir » pour un montant de 3 403 059 €.

Les crédits MIRES regroupent :

- Les subventions versées au titre des UMT
- Une subvention pour charges de service public destinée à l'ACTA pour le suivi et l'animation du contrat d'objectifs du réseau des ITA, le suivi des dispositifs partenariaux (UMT, RMT) et le secrétariat du COST ACTA.

La part des crédits MIRES affectée à l'ACTA apparaît dans son compte de résultat (Cf. tableau C. : détail de l'ensemble des subventions affectées à l'ACTA).

La part restante, quant à elle, est destinée à d'autres ITA. Elle permet de financer leurs propres actions de recherche menées dans le cadre des UMT. Cette part de crédits est uniquement comptabilisée en compte de bilan et n'apparaît pas dans le compte de résultat de l'ACTA.

## 12. Détail des charges à payer

Libellés	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :</b>		
Frais bancaires à payer	251 €	320 €
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés :</b>		
Fournisseurs, factures non parvenues	119 585 €	146 601 €
<b>Dettes fiscales et sociales :</b>		
Personnel, charges à payer	344 818 €	381 996 €
Intéressement à payer	102 598 €	105 675 €
Organismes sociaux, charges à payer	11 532 €	2 016 €
Etat, charges à payer	11 063 €	9 712 €
<b>Autres dettes :</b>		
Clients, avoirs à établir	3 576 €	52 822 €
<b>Totaux</b>	<b>593 423 €</b>	<b>699 141 €</b>

## 13. Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Dont d'exploitation	804 394 €	316 700 €
<b>Totaux</b>	<b>804 394 €</b>	<b>316 700 €</b>

A la clôture 2024, les produits constatés d'avance sont presque exclusivement constitués de subventions.

A la clôture 2024, le montant des produits constatés d'avance est particulièrement élevé par rapport aux années passées. En effet, l'Acta a reçu un nombre plus important d'avances en fin d'exercice, notamment sur 2 projets européens, sur des financements DGAL pour le projet BSV et sur le financement de l'animation du CST Parsada.

#### **14. Effectifs en ETPT (Equivalent Temps Plein Travaillé)**

<b>Effectifs moyens</b>	<b>Cadres</b>	<b>Non cadres</b>	<b>Totaux</b>
Hommes	14	1	<b>15</b>
Femmes	25	6	<b>31</b>
<b>Totaux</b>	<b>39</b>	<b>7</b>	<b>46</b>

## C. Notes sur le compte de résultat

### Détails des subventions d'exploitation affectées à l'Association

	Subventions de l'exercice			Dont créances à recevoir sur ces subventions de l'exercice au 31/12/2024
	Subventions reçues en direct	Subventions réparties	Totaux	
<b><u>Subventions de l'Union Européenne</u></b>				
Subventions	119 000 €	348 582 €	467 582 €	54 902 €
<b><u>Subventions Nationales</u></b>				
Subventions PDAR et PTII	2 027 123 €	187 040 €	2 214 163 €	442 833 €
Appels à projet CASDAR	42 394 €	12 253 €	54 647 €	21 501 €
RMT	25 500 €	228 100 €	253 600 €	271 032 €
Actions d'accompagnement CASDAR	153 150 €	47 432 €	200 582 €	125 582 €
Crédits MIREs	99 023 €		99 023 €	
Ecophyto	116 702 €	546 278 €	662 981 €	229 111 €
Autres subventions	395 101 €	31 819 €	426 920 €	141 817 €
<b>Totaux</b>	<b>2 977 994 €</b>	<b>1 401 505 €</b>	<b>4 379 498 €</b>	<b>1 286 778 €</b>

## D. Autres informations

c. Arrêtés publiés en 2024 concernant le financement de l'ACTA et de ses partenaires - Programmes 142 et 776

Détails des subventions affectées à l'ACTA et reversées aux partenaires

Date arrêté	Libellé convention	Montant des subventions attribuées	Reçu sur l'exercice 2024	Reste à recevoir sur exercices suivants	Part destinée à l'ACTA			Part destinée aux partenaires		
					Total	Comptabilisée en produits sur l'exercice 2024	Reste à comptabiliser en produits sur les exercices suivants	Total	Reversée sur exercice 2024	Reste à reverser sur les exercices suivants
03/06/2024	RMT AL-CHIMIE - Prolongation et abondement	360 000 €	18 000 €	210 000 €	172 087 €	7 100 €	16 187 €	187 913 €		155 873 €
03/06/2024	RMT Bouclage - Prolongation et abondement	360 000 €	18 000 €	342 000 €	224 287 €	39 000 €	43 217 €	135 713 €		101 785 €
03/06/2024	RMT SDMAA - Prolongation et abondement	360 000 €	18 000 €	342 000 €	288 725 €	45 900 €	54 725 €	71 275 €		56 275 €
02/08/2024	Programme de développement agricole et rural 2024	1 819 523 €	1 455 618 €	363 905 €	1 819 523 €	1 819 523 €				
02/08/2024	Programme inter-ITA Numérique 2024	2 074 872 €	1 659 897 €	414 974 €	191 000 €	191 000 €		1 883 872 €	1 507 097 €	376 774 €
02/08/2024	Programme inter-ITA Synergies Bio 2024	1 024 066 €	819 253 €	204 813 €	27 000 €	27 000 €		997 066 €	776 000 €	221 066 €
02/01/2024	Subvention de charges de service public 2024	99 023 €	99 023 €		99 023 €	99 023 €				
18/07/2024	UMT - Enveloppe 2024	1 180 000 €	1 180 000 €					1 180 000 €		1 180 000 €
TOTAL		7 277 484 €	5 267 792 €	1 877 692 €	2 821 645 €	2 228 546 €	114 129 €	4 455 839 €	2 283 097 €	2 091 773 €
Autres subventions comptabilisées en produits d'exercice 2024*						2 150 952 €				
TOTAL Subventions 2024 (Cf. compte de résultat)						4 379 498 €				

Ces produits correspondent à des subventions hors programmes 142 et 776 ou à des subventions dont les arrêtés ont été publiés les années antérieures



## 2. Compte de résultat du secteur taxable

	Au 31/12/2024
<b>Produits :</b>	
Produits liés à la vente d'ouvrages	290 749 €
Prestations de services	676 214 €
<i>Chiffre d'affaires taxable (1)</i>	966 963 €
Produits financiers	36 306 €
Autres produits divers (reprise provisions, produits exceptionnels, etc.)	9 276 €
<b>Total des produits</b>	<b>1 012 544 €</b>
<b>Charges :</b>	
Frais de personnel	408 601 €
Frais généraux	129 853 €
Frais d'édition et de diffusion	199 329 €
Variation de stocks de marchandises	- 14 336 €
Frais de prestations de services	160 249 €
Autres charges diverses (provisions sur dépréciations, charges exceptionnelles, etc.)	14 340 €
<b>Total des charges</b>	<b>898 035 €</b>
<b>Résultat avant impôt sur les sociétés</b>	<b>114 509 €</b>
Impôt sur les sociétés	- 480 €
<b>Résultat après impôt sur les sociétés</b>	<b>114 029 €</b>

(1) L'écart de 312 577 € entre le chiffre d'affaires mentionné dans le compte de résultat et le chiffre d'affaires taxable, correspond à des services rendus, non assujettis à l'impôt sur les sociétés (mutualisation de moyens dans le cadre de projets inter-ITA, etc.)

Le résultat fiscal est calculé à partir du résultat comptable du secteur taxable auquel sont ajoutées les réintégrations fiscales et, déduites les déductions fiscales.